

COUR D'APPEL

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
GREFFE DE MONTRÉAL

N° : 500-09-013647-037
(500-05-074208-024)

DATE : 17 NOVEMBRE 2003

CORAM: LES HONORABLES LOUISE MAILHOT J.C.A.
JACQUES CHAMBERLAND J.C.A.
LOUISE LEMELIN J.C.A. (AD HOC)

YVES MICHAUD
APPELANT - Intervenant
c.

LE GROUPE VIDÉOTRON LTÉE
INTIMÉE – Demanderesse et défenderesse reconventionnelle
et
QUEBECOR MÉDIA INC.
INTIMÉE – Co-demanderesse et demanderesse en reprise d'instance pour le
Groupe Vidéotron Ltée et défenderesse reconventionnelle en reprise d'instance
et
CLAUDE CHAGNON
INTIMÉ – Défendeur et demandeur reconventionnel

ARRÊT

[1] LA COUR; -Statuant sur l'appel d'un jugement rendu le 27 juin 2003 par la Cour supérieure, district de Montréal (l'honorable Roger E. Baker), qui, recevant en partie seulement la demande d'intervention de l'appelant, a reconnu à celui-ci l'intérêt pour intervenir à l'action en son nom personnel mais pas au nom et pour le compte des actionnaires de Le Groupe Vidéotron Ltée;

[2] Après avoir étudié le dossier, entendu les parties et délibéré;

[3] Pour les motifs du juge Chamberland, auxquels souscrivent les juges Mailhot et Lemelin;

[4] **REJETTE** le pourvoi, avec dépens.

LOUISE MAILHOT J.C.A.

JACQUES CHAMBERLAND J.C.A.

LOUISE LEMELIN J.C.A. (AD HOC)

Me Benoit Lapointe
Me Maxime Nasr
BELLEAU, LAPOINTE
Pour l'appelant

Me Sophie Melchers
Me Jean G. Bertrand
OGILVY, RENAULT
Pour les intimées Le Groupe Vidéotron Ltée et Quebecor Média Inc.

Me Suzanne Benoit
LANGLOIS, KRONSTRÖM, DESJARDINS
Pour l'intimé Claude Chagnon

Date d'audience : 10 octobre 2003

MOTIFS DU JUGE CHAMBERLAND

[5] Le Groupe Vidéotron Ltée (Vidéotron) et Quebecor Média Inc. (Quebecor Média) réclament plus de 23 millions de dollars de Claude Chagnon (Chagnon) à la suite d'une transaction d'initié¹ à laquelle ce dernier aurait été partie le 19 janvier 2000.

[6] À cette date, Chagnon, qui devient président et chef de la direction de Vidéotron, accepte de se faire octroyer 1 223 033 options d'achat d'actions de la société au prix d'exercice unitaire de 26 \$ alors qu'il serait en possession d'informations privilégiées concernant une offre publique d'achat par Rogers Communications Inc. (Rogers).

[7] Vidéotron et Quebecor Média soutiennent que, si ces informations avaient été connues du public, le prix d'exercice de l'option aurait été de 42 \$. Dans les faits, l'offre de Rogers n'a pas eu de suite et c'est plutôt l'offre de Quebecor Média – au prix de 45 \$ l'action – qui fut acceptée par les actionnaires de Vidéotron (la clôture de la transaction eut lieu le 23 octobre 2000). Les demanderesses soutiennent donc, d'une part, que les options n'auraient jamais dû être consenties à Chagnon et, d'autre part, qu'elles ont versé, sans justification, 23 237 627 \$ à Chagnon (soit la différence entre le prix d'acquisition des actions et le prix d'exercice des options).

[8] Les demanderesses allèguent que les informations privilégiées que détenait Chagnon étaient de deux ordres:

- l'éventualité d'une offre de Rogers visant l'acquisition de Vidéotron sur la base d'un échange d'une action de la première pour une action de la seconde; et
- le fait qu'une offre comportant un tel ratio d'échange serait jugée intéressante par la haute direction de Vidéotron et par l'actionnaire de contrôle.

[9] La règle interdisant les transactions d'initiés est posée à l'article 187 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, L.R.Q. c. V-1.1 (la LVM). L'article 226 LVM précise que la personne qui réalise une opération en contravention de cette règle est tenue de réparer le **préjudice** subi par l'autre partie à l'opération. L'article 228 LVM ajoute que la personne qui exploite une information privilégiée en violation de l'article 187 est **en outre** tenue de céder le **bénéfice** lui résultant de l'opération interdite, après réparation du préjudice, en faveur des personnes y mentionnées. L'article 235 LVM édicte que

¹ Par «transaction d'initié» («insider trading», en anglais), on entend «l'achat ou la vente des valeurs d'une société par une personne qui, en raison du poste qu'elle occupe dans la société, a accès à des renseignements confidentiels que ne connaissent pas les autres actionnaires ou le grand public» (*Multiple Access Ltd. c. McCutcheon*, [1982] 2 R.C.S. 161, le juge Dickson, à la page 164).

les actions en dommages se prescrivent par un an à compter de la connaissance des faits y donnant ouverture.

[10] Les demanderesses soutiennent que les agissements de Chagnon constituent non seulement une infraction à la LVM mais aussi, une faute entraînant sa responsabilité civile.

[11] L'action est intentée le 18 septembre 2002.

[12] Le 10 octobre 2002, l'appelant Yves Michaud (Michaud) demande l'autorisation d'intervenir «au nom et pour le compte des actionnaires de Vidéotron ayant détenu des titres entre le 10 janvier et le 24 octobre 2000». Il soutient que ces actionnaires furent les véritables victimes du délit d'initié reproché au défendeur et qu'ils en ont subi un préjudice. Il demande que le bénéfice réalisé par Chagnon en violation de la loi leur soit remis, plutôt qu'aux demanderesses.

Les arguments de Michaud

[13] Michaud fonde son intervention principalement sur l'article 230 LVM et, subsidiairement, sur les articles 208 et 212 du *Code de procédure civile*.

[14] Il plaide que l'article 230 LVM reconnaît au porteur de titres qui remplit les conditions de l'article 229 LVM le droit d'intervenir à l'action en recouvrement déjà intentée (la loi dit «introduite»); il soutient que les deux conditions posées par l'article 229 LVM sont remplies: 1) Vidéotron, l'émetteur dont les titres sont en cause, a déjà intenté une action contre Chagnon; 2) il possédait des titres de Vidéotron à la date de l'opération interdite, le 19 janvier 2000. La réalisation de ces deux conditions suffit pour que l'intervention soit reçue, l'article 230 LVM ne laissant aucune discrétion au juge. L'appelant plaide qu'il serait erroné de lui imposer, en plus, les conditions de l'article 231 LVM.

[15] À titre subsidiaire, Michaud plaide qu'il a un intérêt vraisemblable au sens de l'article 212 C.p.c.². Il décrit le recours des demanderesses comme étant un recours en dommages **et** un recours selon l'article 228 LVM en recouvrement du bénéfice réalisé par l'initié. L'action en recouvrement du bénéfice est propre à la LVM; elle est d'abord disponible à l'émetteur dont les titres sont en cause (Vidéotron) puis, par le truchement de l'article 229 LVM, aux actionnaires. Ce recours serait un recours personnel, pour le bénéfice des actionnaires et non, comme le soutiennent les demanderesses, une action oblique, au seul bénéfice de l'émetteur dont les titres sont en cause. Michaud plaide que son intérêt est d'autant plus évident que le recours de Vidéotron serait prescrit, ce que Vidéotron et Quebecor Média nient. Au stade de la

² Tel qu'il se lisait avant l'entrée en vigueur de la *Loi portant réforme du Code de procédure civile*, L.Q. 2002, ch. 7; les demandes introduites avant le 1^{er} janvier 2003 sont régies par la loi ancienne (article 179).

réception, ajoute Michaud, le juge n'a pas à se prononcer sur le bien-fondé des prétentions de l'intervenant, mais simplement sur la vraisemblance de son intérêt.

[16] Michaud réclame de Vidéotron des «frais» pour lui permettre de mener le dossier à terme; il fonde sa demande sur l'article 232 LVM. Il soutient que ces frais comprennent les honoraires de ses avocats et les débours extrajudiciaires.

Les arguments de Vidéotron et Quebecor Média

[17] L'article 226 LVM édicte que la personne qui réalise une opération en contravention des règles interdisant l'usage d'informations privilégiées est tenue de réparer le «préjudice» subi par «l'autre partie à l'opération». Ce recours, plaident les intimées, n'est pas offert à Michaud puisque celui-ci n'était pas partie à l'opération réalisée en contravention, selon elles, des règles interdisant l'usage d'informations privilégiées.

[18] L'article 228 LVM dispose que la personne qui exploite une information privilégiée en infraction à la loi est «en outre» tenue de céder «le bénéfice» lui résultant de l'opération interdite, «après réparation du préjudice», en faveur de l'émetteur dont les titres sont en cause. L'article 229 LVM prévoit que «sur autorisation du tribunal» cette action en recouvrement peut être exercée, «au nom et pour le compte des titulaires de l'action», par celui qui «possédait à la date de l'opération interdite» ou «possède à la date de sa requête» des titres. L'article 231 LVM ajoute que, pour obtenir l'autorisation du tribunal, il faut établir que les dirigeants de l'émetteur n'ont pas intenté l'action ou n'ont pas agi avec diligence au cours de l'instance.

[19] Les actionnaires d'un émetteur, plaident les intimées, n'ont aucun droit propre, indépendant de celui de l'émetteur, d'intenter une action en recouvrement du bénéfice réalisé par l'initié qui a utilisé des informations privilégiées. Ce n'est que si l'émetteur fait défaut d'intenter l'action en recouvrement ou si, l'ayant intentée, il ne fait pas preuve de diligence au cours de l'instance qu'un actionnaire peut intenter l'action en recouvrement ou intervenir dans celle déjà intentée, au nom et pour le compte de l'émetteur dont les titres sont en cause.

[20] Les intimées soutiennent que le recours exercé par Michaud est donc de nature personnelle et non oblique et qu'en conséquence, il ne peut pas être fondé sur la LVM. En somme l'article 230 LVM permet d'intervenir dans l'action déjà introduite par l'émetteur en vertu de l'article 228 LVM, aux conditions posées par l'article 229 LVM, mais il ne permet pas d'intervenir pour faire valoir, comme en l'espèce, un recours de nature personnelle.

[21] Les intimées poursuivent leur raisonnement en soutenant que, si le recours de Michaud est une action dérivée plutôt que personnelle et s'il est fondé sur l'article 229 LVM, celui-ci doit démontrer que les conditions de l'article 231 LVM sont remplies pour que le tribunal lui accorde l'autorisation sollicitée. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce.

[22] Quant à l'argument subsidiaire de Michaud voulant qu'il ait un intérêt pour intervenir selon les dispositions du *Code de procédure civile*, les intimées plaident l'absence d'intérêt suffisant et vraisemblable. D'une part, il n'y a pas de lien de droit entre Michaud et Chagnon permettant au premier de récupérer le bénéfice réalisé par le second; le seul recours qui lui est ouvert en qualité d'actionnaire serait l'action oblique décrite à l'article 229 LVM, action qu'un tribunal n'autoriserait pas compte tenu du recours déjà entrepris par Vidéotron. D'autre part, l'intervention reproche à Vidéotron de ne pas avoir avisé ses actionnaires de l'information que Chagnon détenait le 19 janvier 2000; un tel recours serait fondé sur un manquement aux règles de divulgation d'information et non sur celles interdisant l'usage d'informations privilégiées par un initié; il s'agirait d'une cause d'action différente de celle qui est au cœur du litige déjà engagé; or, l'intérêt de l'intervenant doit porter sur le litige, tel qu'engagé. Finalement, puisque son recours serait à l'avantage de tous les actionnaires de Vidéotron entre le 10 janvier et le 24 octobre 2000, Michaud plaiderait ainsi au nom d'autrui sans avoir reçu des actionnaires le mandat d'ester en justice pour eux et sans y avoir été autorisé aux termes des dispositions régissant le recours collectif.

Les arguments de Chagnon

[23] L'intimé Chagnon appuie la position défendue par Vidéotron et Quebecor Média.

Le jugement dont appel

[24] Le juge affirme que la question à résoudre est celle de savoir si Michaud est qualifié comme représentant du groupe [d'actionnaires] dans un recours collectif (par. [13]). Il considère que la demande d'intervention est purement et simplement une demande de recours collectif déguisée (par. [17] et [21]). Le juge conclut que les conclusions de l'intervention sont de deux ordres, l'une de la nature d'un recours collectif, l'autre de la nature d'une action personnelle (Michaud réclame 3 650 \$). Il ne permet pas l'intervention en regard de la première (parce qu'elle ne respecte pas les exigences du *Code de procédure civile* en matière de recours collectif); il permet toutefois l'intervention pour les dommages que Michaud réclame personnellement.

[25] Michaud se pourvoit.

Analyse

[26] Les dispositions législatives pertinentes à l'analyse sont les articles 187, 189.1, 226 à 232, 235 et 236 LVM et les articles 208 à 215 C.p.c.:

L.V.M.

187. L'initié à l'égard d'un émetteur assujetti qui dispose d'une information privilégiée reliée aux titres de cet émetteur ne peut réaliser aucune opération sur ces titres, sauf dans les cas suivants:

1° il est fondé à croire l'information connue du public ou de l'autre partie;

2° il se prévaut d'un plan automatique de réinvestissement de dividendes, de souscription d'actions ou d'un autre plan automatique établi par l'émetteur assujetti, selon des modalités arrêtées par écrit avant qu'il n'ait eu connaissance de cette information.

189. Les interdictions portées aux articles 187 et 188 sont étendues aux personnes suivantes:

1° les dirigeants visés aux articles 94 ou 95; [...]

226. La personne qui réalise une opération en contravention des articles 187, 189, 189.1 ou 190 est tenue du préjudice subi par l'autre partie à l'opération.

227. La personne qui communique une information privilégiée en contravention des articles 188 ou 189 est responsable du préjudice causé à un tiers du fait d'une opération réalisée avec celui qui a exploité l'information ainsi communiquée.

228. La personne qui exploite une information privilégiée en infraction à l'article 187, 189, 189.1 ou 190 est en outre tenue de céder le bénéfice lui résultant de l'opération interdite, après réparation du préjudice, en faveur des personnes suivantes:

1° l'émetteur dont les titres sont en cause, dans le cas de l'infraction aux articles 187, 189 ou 189.1;

2° la société d'investissement ou le titulaire du portefeuille, dans le cas de l'infraction à l'article 190.

229. Sur autorisation du tribunal, obtenue par requête signifiée à l'émetteur, à la société d'investissement à capital variable ou au fonds commun de placement, l'action en recouvrement prévue à l'article 228 peut être exercée, au nom et pour le compte des titulaires de l'action, par celui qui possédait à la date de l'opération interdite ou possède à la date de sa requête des titres émis par eux.

230. Le porteur qui remplit les conditions prévues à l'article 229 peut également intervenir à l'action déjà introduite en vertu de l'article 228 ou 229.

231. Pour obtenir l'autorisation prévue à l'article 229, il faut établir que les dirigeants de l'émetteur, de la société d'investissement à capital variable ou du fonds commun de placement n'ont pas intenté l'action ou n'ont pas agi avec diligence au cours de l'instance.

232. Le tribunal peut rendre toute ordonnance nécessaire en vue de permettre l'exercice efficace du droit accordé au porteur d'intenter l'action ou d'y intervenir. Il peut notamment mettre à la charge de l'émetteur les frais exposés par le porteur.

235. Les actions en dommages-intérêts établies par le présent titre se prescrivent par trois ans à compter de la connaissance des faits y donnant ouverture, sauf preuve d'une connaissance tardive imputable à la négligence du demandeur.

236. Toutefois, les prescriptions établies par l'article 235 sont subordonnées aux limites suivantes:

1° trois ans à compter de l'opération, dans le cas des actions en dommages-intérêts prévues aux articles 214, 215, 226, 227 et 228;

2° trois ans à compter de la date du dépôt à la Commission du document d'information, dans le cas des actions prévues aux articles 218, 219, 221, 223 et 225.

C.p.c.

208. Celui qui a un intérêt dans un procès auquel il n'est pas partie, ou dont la présence est nécessaire pour autoriser, assister ou représenter une partie incapable, peut y intervenir en tout temps avant jugement.

209. L'intervention volontaire est dite agressive lorsque le tiers demande que lui soit reconnu, contre les parties ou l'une d'elles, un droit sur lequel la contestation est engagée; elle est dite conservatoire lorsque le tiers désire seulement se substituer à l'une des parties pour la représenter, ou se joindre à elle pour l'assister, pour soutenir sa demande ou appuyer ses prétentions.

210. L'intervention agressive est elle-même une instance, encore qu'elle soit jointe à l'instance originaire.

L'intervention conservatoire n'est qu'un accessoire de l'instance originaire: celui qui la forme accepte le procès dans l'état où il se trouve; il en est autrement dans le seul cas où l'intervention a pour but d'habiliter une partie incapable, l'intervenant pouvant, en ce cas, ratifier ou non les actes déjà faits.

211. L'intervention se forme par la signification, à toutes les parties en cause, d'une déclaration exposant les moyens sur lesquels elle est fondée et le

conclusions qu'elle recherche, à laquelle doit être joint un avis du jour où elle sera présentée au tribunal pour réception.

En cas d'urgence, un juge peut, sur demande verbale, ordonner qu'il soit sursis à toute procédure dans l'instance principale jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur la recevabilité de l'intervention.

- 212.** Les parties en cause peuvent s'opposer oralement, pour défaut d'intérêt de l'intervenant, à la réception de l'intervention, mais celle-ci doit être reçue si l'intervenant rend son intérêt vraisemblable.
- 213.** Le délai pour contester le mérite de l'intervention se compute du jour où elle a été reçue, et la procédure obéit aux mêmes règles que l'instance principale.
- 214.** À moins que le tribunal n'en décide autrement, l'intervention, même reçue, ne suspend pas la marche de l'instance principale, mais la cause ne peut être portée au rôle d'audience qu'une fois la contestation liée tant sur l'instance principale que sur l'intervention.

Toutefois, lorsque les règles de pratique prévoient la délivrance d'un certificat d'état de cause, la cause, même inscrite, ne peut être portée au rôle d'audience tant que n'a pas été délivré un tel certificat attestant que la cause, compte tenu de l'intervention, est prête à être entendue.

- 215.** Lorsque la demande principale et l'intervention sont entendues en même temps, un seul jugement statue à la fois sur l'une et sur l'autre.

[27] La première question à étudier concerne la nature du recours prévu à l'article 229 LVM.

[28] Michaud soutient qu'il s'agit d'un recours personnel dont jouissent les actionnaires, pour leur bénéfice; les intimés plaident qu'il s'agit plutôt d'une action oblique permettant aux porteurs de titres, au nom et pour le compte de l'émetteur dont les titres sont en cause (et de la société d'investissement ou du titulaire du portefeuille, selon le cas), l'action en recouvrement de l'article 228 LVM.

[29] À mon avis, ce sont les intimés qui ont raison.

[30] Le recours prévu aux articles 229 et 231 LVM³ permet à un actionnaire d'exercer, au nom et pour le compte de l'émetteur dont les titres sont en cause, l'action en

³ Les auteurs Maurice Martel et Paul Martel disent qu'il s'agit d'«un genre d'action dérivée» qui permet à un «actionnaire d'un émetteur assujetti d'exercer au nom de ce dernier l'action en recouvrement du bénéfice qui lui est ouverte, si les dirigeants de cet émetteur n'ont pas intenté l'action ou n'ont pas agi

recouvrement si les dirigeants de cet émetteur n'ont pas intenté l'action ou si, l'ayant intentée, ils n'ont pas agi avec diligence au cours de l'instance.

[31] Les textes français et anglais de l'article 229 LVM prètent à confusion:

229. Sur autorisation du tribunal, obtenue par requête signifiée à l'émetteur, à la société d'investissement à capital variable ou au fonds commun de placement, l'action en recouvrement prévue à l'article 228 peut être exercée, au nom et pour le compte des titulaires de l'action, par celui qui possédait à la date de l'opération interdite ou possède à la date de sa requête des titres émis par eux.

229. With the authorization of the court, obtained on a motion served on the issuer, the mutual fund or the unincorporated mutual fund, the rights of action for recovery under section 228 may be exercised, in the name of and for the account of the holders of shares, by a person who was at the time of the prohibited transaction or is at the time of the motion a holder of outstanding securities of the issuer, the mutual fund or the unincorporated mutual fund.

[32] Le texte français parle d'une action en recouvrement qui sera exercée «au nom et pour le compte des titulaires de l'**action**»; les titulaires de l'«action en recouvrement» sont l'émetteur dont les titres sont en cause, la société d'investissement ou le titulaire du portefeuille (article 228 LVM). Le texte anglais parle d'une action qui sera exercée «in the name of and for the account of the holders of **shares**».

[33] La version française appuie l'interprétation proposée par les demanderesses; la version anglaise, celle proposée par Michaud. Règle générale, l'interprète qui est confronté à deux versions qui s'opposent doit chercher à les concilier, c'est-à-dire à rechercher le sens qui est commun aux deux versions⁴. En l'espèce toutefois, force est de conclure que les deux versions sont «absolument et irréductiblement»⁵ inconciliables. L'une traduit nécessairement la règle que le législateur veut mettre de l'avant, l'autre pas. Il faut donc s'en remettre aux règles normales d'interprétation pour retenir la version qui, seule, traduit la règle que le législateur voulait édicter.

[34] L'article 229 LVM, dans le titre qui le coiffe et dans son texte, parle de l'«action en recouvrement» prévue à l'article précédent. Il est donc logique de croire que «les titulaires de l'**action**» sont les personnes énumérées à l'article 228 LVM et en faveur

avec diligence au cours de l'instance», dans *Les aspects juridiques de la compagnie au Québec*, Édition spéciale, Wilson & Lafleur, 2002, pp. 35-25 et 35-26.

⁴ La *Charte de la langue française* édicte, à l'article 7, que «les versions française et anglaise des textes [...] ont la même valeur juridique».

⁵ L'expression est de Pierre-A. Côté, *Interprétation des lois*, 3^e éd., Les Éditions Thémis, 1999, p. 413.

desquelles l'action en recouvrement existe, soit, selon le cas, l'émetteur dont les titres sont en cause, la société d'investissement ou le titulaire du portefeuille.

[35] La LVM, à l'article 229, exige que la requête en autorisation judiciaire soit signifiée à l'émetteur puis, à l'article 231 LVM, que l'autorisation ne soit pas accordée à moins d'établir que les dirigeants de l'émetteur n'ont pas intenté l'action ou, s'ils l'ont intentée, qu'ils n'ont pas agi avec diligence. On peut s'interroger sur l'à-propos de ces deux exigences si l'action dont il s'agit est une action personnelle plutôt qu'une action oblique. En effet, pourquoi exiger la signification de la requête à l'émetteur s'il ne s'agit que de recouvrer, au nom et pour le compte des actionnaires, le bénéfice réalisé par la personne qui a contrevenu aux règles qui interdisent l'usage d'informations privilégiées? Pourquoi faire la preuve que les dirigeants de l'émetteur n'ont pas intenté l'action en recouvrement ou, s'ils l'ont intentée, qu'ils n'ont pas agi avec diligence s'il s'agit d'un recours propre aux porteurs de titres? Par contre, ces exigences prennent tout leur sens si l'action que les porteurs de titres souhaitent exercer, ou poursuivre, au nom et pour le compte de l'émetteur dont les titres sont en cause est une action oblique.

[36] Il serait étonnant que l'expression «titulaires de l'action» réfère aux personnes qui possèdent l'un ou l'autre des titres émis par l'émetteur, la société d'investissement ou le titulaire du portefeuille alors que partout ailleurs dans la LVM le législateur parle du «porteur» ou du «porteur de titres». Il est plus logique de croire – même si l'expression utilisée n'est pas très heureuse – que les «titulaires de l'action» sont les personnes énumérées à l'article 228 LVM et en faveur desquelles l'action en recouvrement est offerte. D'ailleurs, les «actions» ne constituent qu'une des valeurs mobilières dont traite la LVM (article 1, paragraphe 1^o); est-ce à dire que l'action en recouvrement de l'article 229 LVM ne serait offerte qu'aux actionnaires et pas aux détenteurs d'autres types de valeurs mobilières? Est-ce à dire que l'action en recouvrement ne serait pas offerte au détenteur d'unités dans un fonds commun de placement?

[37] Finalement, toujours dans la veine de cette analyse grammaticale, il est étonnant que l'expression «titulaire de l'**action**», au singulier, ait été traduite par «holders of **shares**», au pluriel. Ailleurs, dans la LVM, le législateur utilise le mot «action» au singulier quand il décrit un recours (par exemple, aux articles 220(1), 225, 229 et 269.1 LVM) et non quand il parle des actions que possèdent les actionnaires d'une société par actions.

[38] L'analyse grammaticale de l'article 229 LVM me semble donc favorable à l'interprétation proposée par les intimés et laisse croire que l'incompatibilité «absolue et irréductible» des versions française et anglaise du texte résulte tout simplement d'une erreur de traduction.

[39] L'analyse téléologique et historique de l'article 229 LVM me semble également favorable à cette interprétation.

[40] L'article 229 LVM date de 1982, à l'époque où le législateur procédait à une réforme en profondeur de la *Loi sur les valeurs mobilières*. Le ministre des Finances, responsable des institutions financières et coopératives, affirmait alors que le projet de loi avait été «fortement inspiré» par la législation ontarienne en pareilles matières⁶. Il s'agissait essentiellement, disait-il, d'harmoniser la législation québécoise avec ce qui se faisait ailleurs au Canada et plus particulièrement en Ontario. Or, la législation ontarienne ne laisse aucun doute quant au fait qu'il s'agit d'une action oblique, et non d'une action personnelle, permettant aux porteurs de titres d'exercer «in the name of and on behalf of the reporting issuer» le recours en recouvrement du bénéfice résultant de la transaction litigieuse⁷.

[41] Michaud plaide que le fait que l'action en recouvrement puisse être intentée «par celui qui **possédait** à la date de l'opération interdite» tout autant que par celui qui «**possède** à la date de sa requête» des titres confirme le caractère personnel – et non oblique – du recours créé par l'article 229 LVM; en effet, puisque l'intérêt d'un actionnaire d'intenter, ou de poursuivre, l'action en recouvrement réside dans le fait qu'une condamnation de l'initié pris en défaut accroîtrait l'avoir des actionnaires, on peut douter que le recours de l'article 229 LVM soit une simple action oblique au seul bénéfice de l'émetteur puisque, alors, le législateur aurait accordé un intérêt à poursuivre, ou à intervenir, à une personne (l'ancien actionnaire) qui n'a plus aucun intérêt, même indirect, dans le résultat de la poursuite. L'argument est séduisant mais, à mon avis, il n'est pas déterminant.

[42] Il est vrai qu'on peut s'interroger sur les raisons qui ont amené le législateur québécois à reconnaître à un ancien actionnaire l'intérêt requis pour intenter le recours oblique alors que ce même actionnaire n'a aucun intérêt pécuniaire dans le résultat de la poursuite. Peut-être le législateur a-t-il justement voulu éviter tout débat concernant l'intérêt de l'intervenant en reconnaissant que tous les actionnaires, anciens comme actuels, avaient l'intérêt juridique pour agir. Chose certaine, les lois sur les valeurs mobilières des autres provinces canadiennes qui, elles, ne laissent aucun doute quant au caractère oblique du recours («in the name and on behalf of the reporting issuer») affirment toutes, sauf erreur, que le recours est ouvert à tout actionnaire, ancien ou actuel, de l'entreprise («who was at the time of the transaction or is at the time of the application a security holder of the reporting issuer»)⁸.

⁶ Québec, Assemblée nationale du Québec, *Journal des débats*, vol. 26-No 84 (mardi, 16 novembre 1982) à la pp. 5817-5818 (M. Jacques Parizeau).

⁷ Ontario: *Securities Act*, R.S.O. 1990, c. S-5, article 135; voir également, Ontario: *Business Corporations Act*, R.S.O. 1990, c. B-16, article 246; la situation en Ontario n'est pas différente de ce qui se fait ailleurs au Canada; voir *Alberta Securities Act*, R.S.A. 2000, c. S-4; British-Columbia: *Securities Act*, R.S.B.C. 1996, c. 418; Manitoba: *Securities Act*, R.S.M. 1998, c. S-50; Newfoundland: *Securities Act*, R.S.N. 1990, c. S-13; Nova Scotia: *Securities Act*, R.S.N.S. 1989, c. 418 et Saskatchewan: *Securities Act*, S.S. 1988, c. S-42.2.

⁸ Les textes entre parenthèses sont extraits de l'*Ontario Securities Act*, R.S.O., 1990, c. S-5; voir également la note 7.

[43] Michaud plaide enfin que le recours de l'article 229 LVM ne peut pas être qu'une action oblique puisque alors, le législateur aurait parlé pour ne rien dire, les articles 1627 à 1630 C.c.Q. traitant déjà de l'action oblique. L'argument n'est pas convaincant du tout puisque les conditions d'exercice de l'action oblique prévue au C.c.Q.⁹ sont beaucoup plus exigeantes que celles de l'article 229 LVM, au point d'ailleurs que Michaud n'aurait pas pu exercer la première. En effet, le demandeur doit être créancier de la personne pour le compte de laquelle il entend exercer l'action oblique; il doit justifier de son intérêt à intenter l'action, la plupart du temps en établissant l'insolvabilité de son débiteur; il doit établir que sa créance envers le débiteur est certaine, liquide et exigible et ce, quant au caractère certain de la créance, dès l'institution du recours; finalement, l'action oblique n'est possible que lorsque le débiteur pêche par son inaction.

[44] En l'espèce, Michaud n'est pas un créancier de Vidéotron; il n'est pas établi, ni même allégué, que Vidéotron est insolvable; il n'est pas établi que Vidéotron a péché par inaction; au contraire elle est l'instigatrice d'une action pour recouvrer de Chagnon le bénéfice que ce dernier a réalisé.

[45] Je conclus donc que le recours prévu à l'article 229 LVM est une action oblique que les actionnaires peuvent intenter ou continuer, aux conditions posées par cet article et par l'article 231 LVM, au nom et pour le compte de l'émetteur, de la société d'investissement ou du titulaire du portefeuille.

[46] La version anglaise de l'article 229 LVM contient donc, à mon avis, une erreur de traduction.

[47] Cette prémisse étant posée, il s'agit de voir si Michaud peut, comme il le soutient, appuyer son intervention sur les articles 230 à 232 LVM ou, subsidiairement, sur les articles 208 et 212 C.p.c.

Les articles 230 à 232 LVM

[48] L'article 230 LVM prévoit que le porteur de titres qui remplit les conditions prévues à l'article 229 LVM peut intervenir dans une action déjà introduite en vertu de l'article 228 LVM ou de l'article 229 LVM. L'article 232 LVM précise que le tribunal peut rendre toute ordonnance nécessaire en vue de permettre l'exercice efficace de ce droit, notamment en mettant à la charge de l'émetteur dont les titres sont en cause les frais exposés par le porteur.

[49] En l'espèce, que demande Michaud?

⁹ Voir Jean-Louis BAUDOUIN et Pierre-Gabriel JOBIN, *Les obligations*, 5^e édition, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 1998, pp. 532 à 537.

[50] Il demande à la Cour supérieure de condamner le défendeur Chagnon à payer aux actionnaires de Vidéotron, qui détenaient des actions de l'entreprise entre le 10 janvier et le 24 octobre 2000 (à l'exclusion du défendeur et certains autres initiés), une certaine somme à déterminer. Il demande également que Chagnon dépose au greffe de la Cour le montant de la condamnation, pour que la réclamation de chacun des actionnaires membres du groupe fasse l'objet d'une liquidation individuelle, ce montant s'élevant à 3 650 \$ dans son propre cas.

[51] Il s'agit donc, essentiellement, d'une action personnelle en dommages que Michaud souhaite entreprendre en son nom personnel et au nom des autres anciens actionnaires de Vidéotron. Le juge de première instance parle, avec raison, d'un recours collectif déguisé. L'appelant veut ainsi exercer l'action en recouvrement que l'article 228 LVM réserve à l'émetteur dont les titres sont en cause, la société d'investissement ou le titulaire du portefeuille.

[52] Il s'agit d'une action personnelle dont, à mon avis, la LVM n'autorise pas l'exercice par les actionnaires, agissant à titre individuel ou en groupe.

[53] Michaud allègue aussi que Vidéotron n'a pas droit au bénéfice réalisé par Chagnon puisqu'elle a fait défaut d'informer ses actionnaires, et le public investisseur, des informations privilégiées dont celui-ci avait connaissance, contrevenant ainsi à ses obligations en matière de divulgation d'information continue (les articles 73 et 74 LVM). Cette allégation est indicative du caractère personnel de la demande entreprise par Michaud à l'encontre de Vidéotron et non du caractère oblique d'une action intentée au nom et pour Vidéotron. En effet, comme le soulignent les intimées, il est difficile de concevoir qu'une action intentée pour et au compte de Vidéotron soit fondée sur un manquement de Vidéotron à l'une de ses obligations en faveur de ses investisseurs. Il s'agit d'une action personnelle et non d'une action oblique (*Goldex Mines Ltd. c. Revill et al* (1975), 7 O.R. (2d) 216 (C.A.)). Or, le chapitre III du titre VIII de la LVM, qui énonce tous les recours découlant de l'usage d'informations privilégiées, n'en prévoit qu'un seul qui soit ouvert à un actionnaire, soit l'action oblique prévue à l'article 229 LVM.

[54] Par ailleurs, si le recours de l'appelant est une action oblique plutôt que personnelle, il lui faudrait alors démontrer que les conditions prévues à l'article 231 LVM sont remplies afin que le tribunal lui accorde la permission de l'exercer. Or, en l'espèce, l'appelant ne prétend pas que l'émetteur dont les titres sont en cause a omis d'intenter l'action en recouvrement ou que, l'ayant intentée, il n'a pas agi avec diligence au cours de l'instance.

[55] Je conclus donc que la demande d'intervention de Michaud ne peut pas s'appuyer, en l'espèce, sur l'article 230 LVM.

[56] La situation aurait été tout autre si Michaud avait voulu intervenir dans l'action en recouvrement intentée par Vidéotron afin d'assister celle-ci, soutenir sa demande ou

appuyer sa position. Il aurait alors fallu se demander si sa présence ajoutait au débat entrepris par l'émetteur en vertu de l'article 228 LVM; en somme, s'il était dans l'intérêt de la justice de permettre son intervention. En effet, - et sur ce point je ne partage pas le point de vue des demanderesses – il me semble que l'article 230 LVM permet l'intervention d'un porteur même quand il ne s'agit pas d'**intenter** l'action en recouvrement que les dirigeants de l'émetteur n'ont pas intentée ou de **continuer** celle qu'ils n'ont pas menée avec diligence après l'avoir intentée. L'article 230 LVM est rédigé dans des termes assez larges pour permettre, à mon avis, une intervention de type conservatoire; il ouvre la porte à une intervention dans l'action «déjà introduite» en vertu de l'article 228 ou 229, donc à l'action «déjà introduite» par l'émetteur dont les titres sont en cause (article 228 LVM) ou, sur autorisation du tribunal, par celui qui possédait à la date de l'opération interdite ou possède à la date de sa requête des titres (article 229 LVM). L'article 230 LVM permet donc au porteur de titres de monter dans le train en marche. Dans un tel cas, l'article 231 LVM ne s'applique pas. Il suffit à l'intervenant d'établir qu'il remplit les conditions posées par l'article 229 LVM et que sa présence ajouterait au débat entrepris, par exemple en y apportant un éclairage additionnel. À mon avis, l'article 232 LVM s'appliquerait également à cet intervenant. Mais telle n'est pas la situation ici. Michaud ne veut pas intervenir pour appuyer la demande formée par les demanderesses; il veut intervenir pour exercer, en son nom propre et au nom de tous les actionnaires de Vidéotron, un recours à caractère personnel.

Les articles 208 à 212 C.p.c.

[57] L'appelant cherche à intervenir en vue de détourner à son profit et au profit de l'ensemble des actionnaires de Vidéotron, les sommes que Chagnon pourrait être appelé à verser au terme du litige. Il veut donc que lui soit reconnu, à lui et aux anciens actionnaires de Vidéotron, un droit sur lequel la contestation est engagée.

[58] Il s'agit d'une intervention agressive.

[59] Au stade de la réception, il suffit à l'intervenant de démontrer qu'il a un intérêt suffisant et vraisemblable dans l'issue du litige (*Cobencon Constructions Inc. c. Constructions Désoudy Inc.*, [1998] R.D.J. 457 (C.A.)).

[60] Selon les auteurs Ferland et Emery, cette règle «vise à protéger les parties à l'instance contre des interventions de tiers sans intérêt juridique, en soumettant à l'appréciation du tribunal la vraisemblance de l'intérêt de l'intervenant»¹⁰.

[61] L'intérêt dont le tribunal doit vérifier le caractère vraisemblable au stade de la réception de l'intervention est le même intérêt requis par l'article 55 C.p.c. pour former

¹⁰ Denis FERLAND et Benoît EMERY, *Précis de procédure civile du Québec*, vol. 1, 3^e éd. Cowansville, Éditions Yvon Blais, 1997, pp. 272-273.

une demande en justice (*Soterm Inc. c. Terminaux portuaires du Québec Inc.*, [1993] R.D.J. 549 (C.A.)).

[62] L'intérêt doit être direct et personnel (*Jeunes canadiens pour une civilisation chrétienne c. Fondation du Nouveau-Monde*, [1979] C.A. 491).

[63] L'intervenant doit établir l'existence d'un intérêt juridique vraisemblable, fondé sur un lien de droit, à l'endroit de l'une ou l'autre des parties au litige, par rapport à l'objet même de celui-ci et non un simple intérêt général à la contestation engagée. Cet intérêt doit porter sur le litige principal, par rapport à un intérêt de nature différente et personnel à l'intervenant (*Soterm*, précitée, pp. 552-553).

[64] Le juge, dans l'exercice de sa discrétion, doit tenir compte de l'utilité pratique pour la solution du litige de l'intervention éventuelle du tiers (*Soterm*, précitée, p. 553).

[65] Michaud demande que le bénéfice réalisé par Chagnon en regard des options qui lui avaient été consenties le 19 janvier 2000 soit plutôt versé aux personnes, dont lui, qui étaient actionnaires de l'entreprise entre le 10 janvier et le 24 octobre 2000.

[66] Ce recours en cession du bénéfice réalisé par un initié ne peut s'exercer qu'en vertu de l'article 228 LVM. Cette notion de cession de bénéfice, en l'absence de préjudice et sans la nécessité d'une preuve du lien de causalité, n'existe pas en droit civil. En effet, il n'y a pas de lien de droit entre Michaud en sa qualité d'actionnaire de Vidéotron et Chagnon qui permettrait au premier d'intenter un recours fondé sur le *Code civil du Québec* visant à récupérer le bénéfice réalisé par Chagnon; Michaud n'était pas partie à la transaction en vertu de laquelle Chagnon a reçu 1 223 033 options d'achat puis, à la suite d'une modification au régime d'options d'achat d'actions de l'entreprise, choisi de recevoir de Vidéotron un montant correspondant à la différence entre la valeur des actions pour lesquelles il détenait des options (équivalant à la contrepartie offerte par Quebecor Média, soit 45 \$) et le prix d'exercice de ses options (26 \$). Au plus, les actionnaires de Vidéotron peuvent-ils prétendre avoir subi un préjudice indirect dans la mesure où la valeur de leurs actions dans Vidéotron a pu être affectée à la baisse par les ententes en question. Mais, cela ne leur donne pas pour autant le droit de poursuivre les auteurs de la faute commise envers la société dont ils sont, ou étaient, les actionnaires (*Hercules Management Ltd. c. Ernst & Young*, [1997] R.C.S. 165, pp. 211-212).

[67] Finalement, Vidéotron a intenté l'action en recouvrement qui lui permettra, si elle a raison, de récupérer le bénéfice réalisé par Chagnon.

[68] Michaud reproche aussi à Vidéotron de ne pas avoir partagé avec ses actionnaires, et avec le public investisseur, les informations privilégiées dont Chagnon

avait connaissance le 19 janvier 2000; cette faute priverait Vidéotron de son droit de recouvrer à son profit le bénéfice réalisé par Chagnon¹¹.

[69] Le fondement de ce recours n'a rien à voir avec le recours intenté par Vidéotron et Quebecor Média contre Chagnon. Dans ce contexte, je ne crois pas qu'on puisse dire de Michaud que son intérêt est en rapport avec l'objet même du litige dans lequel il souhaite intervenir.

[70] Sa demande d'intervention ne peut donc pas, à mon avis, trouver appui sur les dispositions pertinentes du *Code de procédure civile*.

[71] Le juge de première instance lui a tout de même reconnu le droit d'intervenir en regard du préjudice qu'il allègue avoir subi personnellement. Il n'y a pas d'appel formé par les demanderesses en regard de cette conclusion qui fera à nouveau l'objet d'un débat lorsque l'affaire procédera au fond. Je n'y reviendrai donc pas.

[72] Quant aux frais réclamés par Michaud en vertu de l'article 232 LVM, le juge de première instance les lui a refusés. Je ne vois pas de raison d'infirmer sur cette conclusion d'autant que j'ai expliqué pourquoi l'intervention de Michaud ne pouvait pas, dans les circonstances de l'espèce, s'appuyer sur l'article 230 LVM. Je crois que l'article 232 LVM existe essentiellement – mais pas exclusivement – pour aider le porteur de titres lorsqu'il exerce, ou continue l'exercice de, l'action en recouvrement que l'émetteur, la société d'investissement ou le titulaire du portefeuille n'exerce pas ou, l'ayant exercée, néglige de mener à terme.

[73] Je propose donc le rejet du pourvoi, avec dépens.

JACQUES CHAMBERLAND J.C.A.

¹¹ L'article pertinent de la LVM est l'article 73:

73. Dès que survient un changement important susceptible d'exercer une influence appréciable sur la valeur ou le cours de ses titres et encore inconnu du public, l'émetteur assujetti établit et diffuse un communiqué de presse en exposant la substance.